

Le sommet social de Porto du 7 mai 2021 a cherché à promouvoir la justice sociale dans les pays membres de l'Union européenne. Son ambition est de traduire en actes le Socle européen des droits sociaux adopté en 2017 à Göteborg. Les 20 recommandations de ce dernier peuvent être regroupées autour de trois questions : l'égalité des chances dans l'accès au marché du travail, des conditions équitables de travail et davantage de protection et d'insertion sociales.

Si les politiques sociales relèvent principalement des compétences des pays membres, l'Union européenne souhaite harmoniser celles-ci. Ainsi les États membres de l'UE sont appelés à fixer des objectifs nationaux ambitieux selon leurs spécificités afin d'apporter une contribution adéquate à la réalisation des objectifs européens. Nonobstant cette volonté, les Églises européennes sont forcées de constater l'accroissement des injustices sociales, révélé particulièrement durant la période de la pandémie. À cet égard, les Églises rappellent que dans la Bible le terme hébreu désignant « la justice » (*Tsedaqah*), comporte à la fois la notion de justice et de miséricorde. La justice biblique s'écrit à la confluence de la rigueur et de la compassion, de l'exigence et de la compréhension, du jugement et du pardon. Cette sémantique développe donc la vision d'une promesse sociale d'inclusion.

Pasteur Christian Krieger
Président la Conférence
des Églises européennes
(KEK), président de
l'Église réformée d'Alsace-
Lorraine, président de la
Fédération protestante
de France (à compter du
1^{er} juillet 2022)

QUESTION

- **Quelles mesures proposez-vous pour mettre en œuvre la contribution de la France à cet ambitieux projet de développement de la justice sociale dans les pays membres de l'UE ?**

3 POINTS CLÉS

- ❶ Créer des emplois de qualité et respectueux des humains constitue la clé de voûte du développement économique et social. L'ambition est d'atteindre pour 2030 dans l'UE un taux d'emploi d'au moins 78 %, ce qui implique de réduire au moins de moitié l'écart d'emploi entre les hommes et les femmes.
- ❷ Investir dans l'éducation et la formation tout au long de la vie, répond aux besoins des mutations de l'économie et de la société, et constitue le vecteur de l'employabilité et de l'innovation. L'ambition est d'atteindre pour 2030 dans l'UE une participation annuelle d'au moins 60 % des Européens à une formation et de promouvoir l'accès aux compétences numériques de base pour au moins 80 % des personnes âgées de 16 à 74 ans.
- ❸ Le renforcement des politiques d'inclusion sociale et des mécanismes de protection sociale adéquates vise à réduire d'ici 2030 le nombre de personnes vivant dans la pauvreté ou l'exclusion sociale d'au moins 15 millions (par rapport aux chiffres de 2019), dont 5 millions d'enfants.

4. Europe

Justice sociale



CONTEXTE CRISE SANITAIRE

La mondialisation de l'économie et sa financiarisation ont creusé durant les dernières années d'importants écarts au sein des sociétés, fragilisant notamment les classes moyennes. L'histoire récente a montré que l'augmentation du coût de l'énergie et des besoins élémentaires sont à même de susciter des mouvements de contestation et de défiance. C'est dans ce contexte initial de crise économique et de fracture sociale que la pandémie a révélé les fragilités de nos économies et accentué les inégalités en sollicitant ses acteurs jusqu'à l'épuisement.

Pour renforcer la résilience des citoyens des pays européens, pour conforter leur confiance en l'avenir, pour pérenniser nos démocraties menacées par des discours instrumentalisant les peurs, et pour mieux vivre les mutations en cours, nos sociétés ont besoin d'être porteuses d'une promesse de justice.

« Nos sociétés ont besoin d'être porteuses d'une promesse de justice. »

Pasteur Christian Krieger
Président de la Conférence
des Églises européennes (KEK),
président de l'Église réformée
d'Alsace-Lorraine, président de la
Fédération protestante de France
(à compter du 1^{er} juillet 2022)